

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Céline LETEMPLÉ, Philippe BERTA,
Paul-Roger GONTARD, François-Xavier PÉNICAUD

Intervenants

Céline LETEMPLÉ est rattachée à l'université de Paris XII et rédige une thèse sur la civilisation américaine.

Philippe BERTA est fondateur de l'École de l'ADN. Conseiller National du MoDem, il a représenté notre mouvement aux municipales à Nîmes.

Paul-Roger GONTARD est représentant de la FAGE à la CNECER.

François-Xavier PÉNICAUD est ex-enseignant à l'université de Lyon II et est désormais chef d'entreprise. Vice-Président des Jeunes Démocrates du Rhône, il préside la sous-commission nationale du MoDem sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Résumé

L'idée globale de cet atelier est de traiter le sujet sous l'angle français et sous l'angle européen. Les problématiques générales sont :

Quelles politiques à mettre en œuvre en France pour un enseignement supérieur performant et reconnu ? Comment harmoniser à l'échelle européenne ? Quelles méthodes possibles pour créer du lien intra- et extra-européen ?

Pour répondre à ces questions, l'atelier a été divisé en deux parties ; une première sur les grands défis à relever en France pour améliorer notre système d'enseignement supérieur et de recherche, une seconde sur l'espace européen de la connaissance.

Interventions

1. GRAND DÉFIS À RELEVER EN FRANCE POUR AMÉLIORER NOTRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Il existe en France un réel consensus en matière d'enseignement supérieur et de recherche : nous pouvons faire plus et mieux. Du point de vue de la formation, beaucoup d'échec apparaissent dès les premières années du cursus universitaire. Puis, à la sortie de la formation initiale, les diplômés éprouvent de grandes difficultés à trouver un emploi, en raison du décalage entre les formations supérieures et les besoins tant des étudiants que des entreprises. Aussi s'agit-il de développer des politiques structurelles. Lesquelles ? Comment les adapter aux besoins des étudiants et du monde du travail, pour plus de performance ? Quels commentaires à faire sur la Loi Pécresse ?

Philippe BERTA a déploré la frilosité des gouvernements face à un corps de métier très syndiqué. Dès lors, il est difficile d'agir pour réformer l'université et l'enseignement supérieur. Les structures s'empilent sans jamais être supprimées pour ne pas prendre de risques. Ainsi, les formations deviennent pléthoriques sans que l'on sache réellement ce qu'elles englobent. D'après lui, la « colonne vertébrale de notre système » devrait être l'université ; université qui devrait former tant le chercheur que le technicien ou le cadre. Et ainsi mettre fin au système franco-français de grandes écoles. Il en va ainsi en Angleterre. D'Oxford, on sort tant ingénieur que chercheur.

Intervient ensuite **Paul-Roger GONTARD** qui se félicite de son invitation quand bien même il ne fait pas partie du

MoDem. Aussi souligne-t-il la réelle et salutaire volonté de notre mouvement de s'ouvrir à la société civile. Et lui de rappeler ensuite que le sentiment de l'inutilité du diplôme, largement répandu en France, est faux. 83% des diplômés trouvent un emploi quand 64% des non-diplômés du supérieur sont au chômage. Il faut donc en finir avec cette idée reçue. Le problème réside ainsi, selon lui, au niveau du début de la formation initiale : les échecs sont nombreux, sans filet pour les rattraper, ce qui donne lieu à l'errance professionnelle. Voilà un vrai enjeu pour l'enseignement supérieur français.

Paul-Roger GONTARD prend ensuite position sur la Loi Pécresse en rappelant qu'au-delà de la pédagogie, il s'agissait surtout de réorganisation de la gestion des universités. D'après lui, cette loi manque cruellement de contre-pouvoirs dans les nouvelles institutions universitaires. En outre, elle oublie largement les acquis de l'expérience. La formation tout au long de la vie et la VAE sont les oubliées de la loi, à regret. L'université s'enrichirait pourtant d'individus ouverts sur le monde du travail, ayant acquis une réelle expérience professionnelle. D'ailleurs, Paul-Roger GONTARD propose que le tiers du temps universitaire qui est consacré aux examens soit réinvesti par des stages validés par le biais de crédits ECTS. Enfin, il propose que le système LMD soit complété par un « complément de diplôme » qui, outre la formation, préciserait aussi les compétences acquises, pour plus de lisibilité du diplôme dans le monde du travail.

François-Xavier PÉNICAUD approuve. Il estime que la formation tout au long de la vie est aussi importante que la formation initiale. Il pense par ailleurs que la France est en retard en matière d'ingénierie pédagogique : les enseignants ne sont pas formés à l'enseignement, à ses méthodes.

Ensuite, il déplore plusieurs sur la Loi LRU, notamment la mise en place de primes à la majorité dans les conseils d'administration des universités, génératrices de blocages mais aussi la trop grande ampleur des responsabilités pédagogiques allouées aux CA quand bien même ce n'est pas leur rôle. Enfin, il préconise un alourdissement du socle commun de compétences à acquérir par tous les étudiants en formation initiale en termes de gestion d'équipes et de projets.

Céline LETEMPLÉ reprend le micro pour rappeler les trois objectifs majeurs de l'université française :

- ouvrir l'université sur le monde extérieur
- la rendre plus compétitive
- mieux l'adapter au monde du travail

Philippe BERTA ne se satisfait pas de ce schéma et demande à ce qu'on lève un tabou français : la sélection. Il qualifie le baccalauréat dans sa forme actuelle – qu'il souhaite supprimer tant ses coûts sont élevés au regard du « simulacre » qu'il représente – de « sélection par l'échec ». Le bac en l'état ne doit pas être la seule barrière à l'université. Il s'insurge contre le fait que les directeurs d'université n'aient pas leur mot à dire dans la sélection des étudiants alors qu'on sait pertinemment que certains ne parviendront pas à tenir le rythme. Un symptôme révélateur de la facilité que constitue une entrée à l'université est le peu d'étudiants qui la demandent dans leurs vœux d'orientation à la sortie du lycée car ils savent qu'ils y finiront tout de même en cas de problème.

À l'inverse, **François-Xavier PÉNICAUD** rejette cette stigmatisation du baccalauréat. Au contraire, il insiste sur sa capacité à sélectionner. Mais il faudrait, il est vrai, revoir son mode de fonctionnement. De toute façon, avec un objectif (lié au processus de Bologne) de 50% d'une classe d'âge détentrice d'un master, la massification de l'enseignement supérieur est inéluctable. Cependant, il faut repenser la politique de l'orientation en France, que François-Xavier PÉNICAUD propose de commencer dès le collège, pour éviter de retrouver en milieu de première année des amphithéâtres à moitié vides dans nos universités. Enfin, il insiste sur l'importance de l'évaluation, donc du baccalauréat, dans la formation des étudiants. Philippe BERTA l'approuve.

2. L'ESPACE EUROPÉEN DE LA CONNAISSANCE : ENJEUX

La seconde partie de l'atelier a été consacrée à l'espace européen de la connaissance.

Céline LETEMPLÉ a rappelé que l'Union européenne (UE) a tenté d'harmoniser des systèmes nationaux très divers. Les objectifs du processus de Bologne sont l'harmonisation à l'horizon 2010. En matière de politiques d'évaluation, l'harmonisation passe par le système ECTS. Par ailleurs, il existe une forte politique européenne de l'échange : Erasmus et Erasmus Mundus. Il s'agit par ce dernier biais d'élargir le champ de vision de l'Europe en vantant le mérite de nos formations au-delà de l'UE, gage de compétitivité dans la mondialisation.

Dans le cadre de la Présidence française de l'UE, Valérie Pécresse a précisé comme objectifs pour l'espace européen de la connaissance :

- la mobilité des élèves et des enseignants.
- l'harmonisation du statut de l'enseignant-chercheur.
- la coordination d'un espace commun de la recherche.

Malheureusement, le temps nous a manqué pour nous pencher de façon soutenue sur la recherche en tant que telle.

Philippe BERTA a cependant voulu faire ce détour pour souligner la multiplicité des structures de recherche qui existent en France et qui, souvent, se font concurrence. En outre, il a rappelé que les Français se sont très tôt démarqués du processus de Bologne en créant de la sélection entre le master I et le master II mais aussi et surtout en créant une dichotomie qu'il juge absurde entre master professionnel et master-recherche.

Par ailleurs, s'il considère qu'il faut absolument continuer les échanges Erasmus, il préconise aussi le retour à de réels partenariats entre établissements européens, sur le long terme, dans le but de créer de véritables liens, au-delà des simples accords bilatéraux, somme toute assez communs, qui existent entre les universités européennes (et mondiales).

Intervient ensuite **Paul-Roger GONTARD** qui rappelle qu'il vient de la FAGE qui a permis l'inscription dans la Loi Pécresse la mission européenne de l'enseignement supérieur. Mais pour lui, le vrai problème de la France dans l'espace européen de la connaissance, c'est la très mauvaise maîtrise des langues étrangères par nos étudiants, contrairement à nos amis européens, quand bien même la France se place très bien en matière de dépôt de brevets (4^e mondial) et de publication dans les revues internationales (6^e). Enfin, il opte pour une harmonisation européenne du brevet qui permettrait une valorisation plus facile de la recherche parmi les Vingt-Sept.

François-Xavier PÉNICAUD a aussi pris position en faveur de liens forts et durables entre établissements européens. Puis a mis en exergue le problème de la fuite des cerveaux qu'il faudrait savoir canaliser sans quoi le retour sur l'investissement initial – lourd – est nul. Enfin, il se prononce en faveur de plus d'interdisciplinarité, et opte pour ce faire, à nouveau, pour les partenariats d'établissements européens.

Après cette table ronde, un débat avec l'assemblée des militants a suivi. Le premier intervenant, travaillant à la direction technique d'une multinationale étasunienne, a expliqué comment les États-Unis sont parvenus à pallier le manque de financement de leur enseignement supérieur : en s'ouvrant au secteur privé. **Philippe BERTA** a souligné le fait que la seule contribution financière demandée aux familles à l'université française est représentée par les frais d'inscription. Il approuve de ce fait les contacts créés par la LRU entre les universités et le monde du travail. À ses yeux, il s'agit de passer d'une université qui dispense des connaissances à une université qui dispense des compétences. **Paul-Roger GONTARD** rappelle alors que l'université est aussi financée par l'impôt sur le revenu et non que par les seuls frais d'inscription. Mais confirme aussi le manque de partenariats existant entre le monde de l'entreprise et l'université. **François-Xavier PÉNICAUD** quant à lui est favorable à une valorisation de la recherche par l'entreprise. Mais il s'agira alors de bien suivre ce que deviennent les fonds publics accordés au privé pour cette mission.

Après cela, un autre intervenant, ayant travaillé au cabinet du Ministre Savary, a posé cette question toute simple qui, selon lui, résume l'enseignement supérieur en France : « pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? ». Et lui de souligner la multiplicité des systèmes de valorisation de la recherche, des laboratoires qui donne lieu à d'innombrables querelles de clocher, néfastes pour l'enseignement supérieur et la recherche. **Paul-Roger GONTARD** en profite alors pour rappeler qu'à chaque problème, on crée une nouvelle structure en omettant de supprimer les anciennes structures à l'intérêt devenu limité.

La séance s'est terminée par une annonce de **François-Xavier PÉNICAUD** invitant chacun à prendre part aux travaux de la sous-commission nationale du MoDem sur l'enseignement supérieur et la recherche.